

Maître d'ouvrage :

EARL BOISDE

***Siège d'exploitation : 151 Route de Pareds
85110 La Jaudonnière***

Pré études technique et réglementaire

PROJET DE RESERVE EN EAU



Table des matières

Identification de l'exploitation	3
2 Objet du dossier :	3
2.1 Le Projet.....	3
2.2 Motivation	3
2.3 Situation géographique	4
2.4 Contexte réglementaire	7
2.5 Caractéristiques du projet.....	8
2.6 Approche économique	9
2.7 Urbanisme	9
3 Contexte environnemental	10
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.	10
3.2 Situation géologique et morphologique	11
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique.....	12
3.3.1 Les ZNIEFF	12
3.3.2 Natura 2000.....	13
3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire	14
3.4 Les zones humide	15
3.5 Environnement proche.....	16
3.5.1 Périmètre eau potable :.....	16
3.6 Servitudes.....	16
3.7 Zones de présomption archéologique.....	16
4 Le SDAGE et le SAGE.....	17
5. Conclusion	19

Identification de l'exploitation

EARL Boïsse
Boïdet Pascal
151 Route de Pareds
85110 La Jaudonnière
06-78-01-54-19

SAU : 112 ha
UTH : 2 + 1 apprenti

L'exploitation compte aujourd'hui un troupeau de 70 vaches allaitantes, un bâtiment de poulette repro.

Production végétale : 15 ha de maïs fourrage, 25 ha de céréales à paille (blé, triticale), 32 ha de maïs semence, légumes, prairies

2 Objet du dossier :

2.1 Le Projet

Le projet consiste approfondir une réserve d'eau d'un volume actuel de 86000 m³. Le remplissage s'effectuera sur la période hivernale (1^{er} novembre au 31 Mars) et en prenant en compte les jours TSAR. Le remplissage de la retenue s'effectuera par un prélèvement en cours d'eau (le Louing)

Le projet se situe au lieu-dit les Epinettes de Bazoges en Pareds.

2.2 Motivation

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume supplémentaire avoisinant 30 000 m³.

L'exploitation est aujourd'hui irriguant à partir d'une retenue de 86 000m³. L'exploitation possède également un droit de pompage à l'étiage de 20 000 m³ dans le Louing. Le projet consiste donc à approfondir la retenue ce qui substituerait le volume disponible à l'étiage. En agrandissant la retenue l'exploitation ne serait plus soumise aux arrêtés de restriction de prélèvement et pourrait assurer l'intégralité de son parcellaire irrigable. L'accès à l'eau va permettre de gagner autonomie fourragère de l'exploitation et dans un second temps d'assurer l'installation d'un jeune agriculteur avec la mise en place de surfaces de production de semences supplémentaires.

Les coûts d'aliments étant en forte hausse ces dernières années, l'exploitation souhaite gagner en autonomie alimentaire et protéique afin de maintenir son cheptel allaitant. Le parcellaire de l'exploitation reposant en partie sur une sol calcaire nécessite un apport d'eau de 2000m³/ha ce qui est relativement important pour le département

Avec un volume d'eau suffisant l'exploitation pourra également envisager l'irrigation d'une partie de ses céréales à paille les années les plus sèches afin de gagner en rendements

Après analyse des besoins la retenue avoisinerait un volume de 115 000 m³.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'étiage. L'emplacement du projet a été orienté par sa proximité avec le parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi si que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage

2.3 Situation géographique

Le projet se situe sur la commune de Bazoges en Pareds, dans le département de la Vendée en région Pays de la Loire.

Bazoges en Pareds est une commune qui se situe l'EST du département vendéen. Cette commune rurale s'étend 83 km².

Administration	
Pays	 France
Région	Pays de la Loire
Département	Vendée
Arrondissement	Fontenay-le-Comte
Intercommunalité	Communauté de communes du Pays-de-la-Châtaigneraie
Maire	Philippe Richier
Mandat	2020-2026
Code postal	85390
Code commune	85014
Démographie	
Gentilé	Bazogeais
Population municipale	1 149 hab. (2019 ▼)
Densité	34 hab./km ²
Géographie	
Coordonnées	 46° 39' 25" nord, 0° 54' 53" ouest
Altitude	75 m Min. 37 m Max. 122 m
Superficie	33,89 km ²
Type	Commune rurale
Aire d'attraction	Chantonay (commune de la couronne)

Élections	
Départementales	Canton de La Châtaigneraie
Législatives	Cinquième circonscription
Localisation	
Géolocalisation sur la carte : France	
	

Coordonnées géographiques :

Latitude : 46.667072 °

Longitude : -0.945728°

Altitude moyenne du site 57 m NGF

Coordonnées cadastrales :

0010 section YB

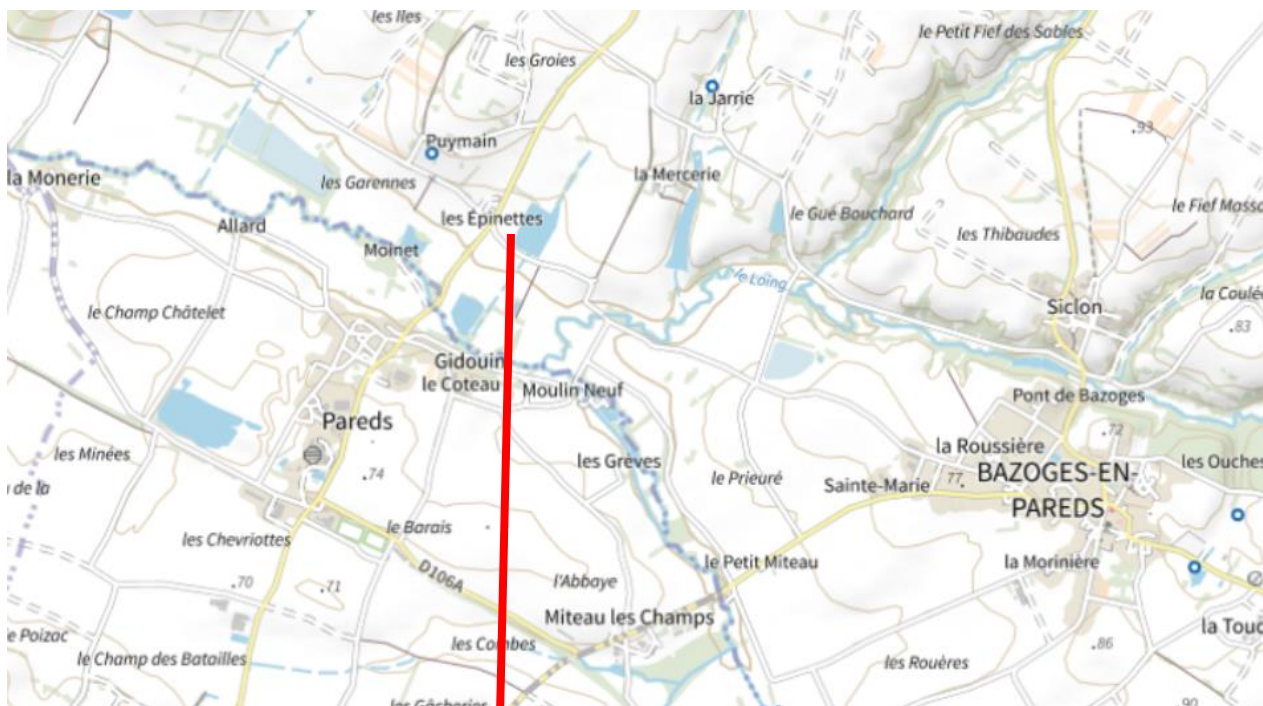
Les Epinettes

85390 Bazoges en Pareds

Site hydrométrique - N302 4010 : Le Loing à Chantonay [St-Philbert du Pont Charrault]

Localisation du projet :





2.4 Contexte réglementaire

Sage Bassin du Lay	Le SAGE du Lay se situe en ZRE. Le SDAGE voté en comité de bassin fin 2015, définit le cadrage des nouveaux prélèvements hivernaux. Le sous-bassin du Louing montre des possibilités de création de stockage avec remplissage hivernal.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné. Le projet présenté ne se superpose pas à une zone humide.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Procédure soumise à déclaration
3.1.2.0 Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Le pompage en cours d'eau est déjà existant.
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet est inclus dans l'attribution des volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume.

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à déclaration préalable de travaux.

2.5 Caractéristiques du projet

Parcelle du futur projet :

0010 section YB

L'emprise est en propriété du pétitionnaire.

Le projet consiste à réaliser des affouillements et exhaussement de digues de manière à stocker le volume souhaité par pétitionnaire. L'emprise de la retenue ne serait alors pas modifiée. Les affouillements permettront de stocker une majeure partie du volume d'eau supplémentaires. Un exhaussement des digues (maximum 1m) est également prévu de manière à maintenir la revanche obligatoire.

Site :



2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer l'autonomie fourragère et protéïque de l'exploitation mais surtout d'assurer les surfaces de production de semences qui sont aujourd'hui et levier financier important pour l'exploitation.

2.7 Urbanisme

Une déclaration préalable ou un permis d'aménager sera à réaliser au titre du Code de l'urbanisme. Les études techniques permettront de déterminer précisément la superficie du projet en fonction du volume visé et donc de la procédure à appliquer. S'il s'avère que la surface sera inférieure à 2 ha, une déclaration préalable sera déposée. Si la surface sera définie à plus de 2 ha, un permis d'aménager sera déposé.

Le site visé par l'exploitant se situe en zone A autorisant ce type de travaux à vocation agricole.

Site 1 :



Extrait du règlement :

La **zone A** couvre des terres agricoles à protéger en raison de leur potentiel agronomique, biologique ou économique.

Les bâtiments et installations agricoles ou nécessaires aux services publics sont les seules formes d'urbanisation nouvelles autorisées dans cette zone.

ARTICLE A 2 - LES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Rappels :

- Les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou la profondeur dans le cas d'un affouillement, excède 2 mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100m² sont soumis à déclaration préalable conformément à l'article R. 421-23 du code de l'urbanisme et peuvent être autorisés dès lors qu'ils sont nécessaires à l'exécution d'une construction ou installation autorisée dans la zone.

3 Contexte environnemental

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.

La commune de la Roche sur Yon est située dans le bassin versant du Lay classé en ZRE, pour le projet présenté.

L'alimentation par interception des eaux de surface devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne.

Source station météo France à la Roche sur Yon

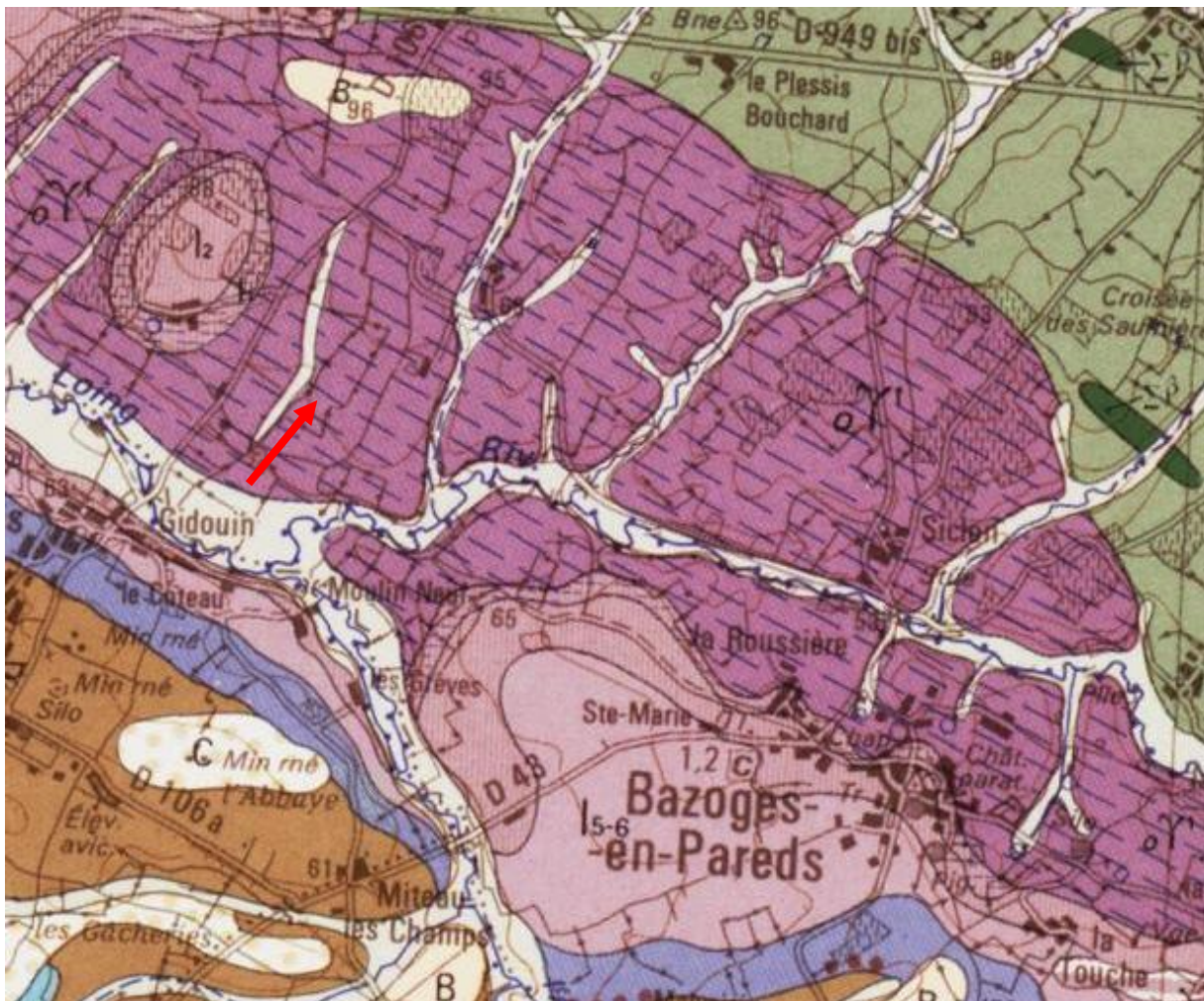
	janv	fev	Mars	avr	Mai	Juin	juil	Août	Sept	oct	nov	dec	Total
Cumul moyen Précipitation	96.8	70.9	65	70.7	58.2	42.6	51.2	44.5	70.6	104.1	108.6	97.5	880.7

Le remplissage de la retenue se fera par collecte des eaux du bassin versant gravitaire néanmoins un complément sera effectué par pompage dans le Loing

Le remplissage se fera en période hivernale (1^{er} novembre-31 mars)

Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire

3.2 Situation géologique et morphologique



Numéro carte	Nom de la carte	Notation	Description	Services
563	CHANTONNAY	oy1	Granite orienté de Bazoges-en-Pareds	

3.3 Les secteurs d'intérêts écologique

3.3.1 Les ZNIEFF



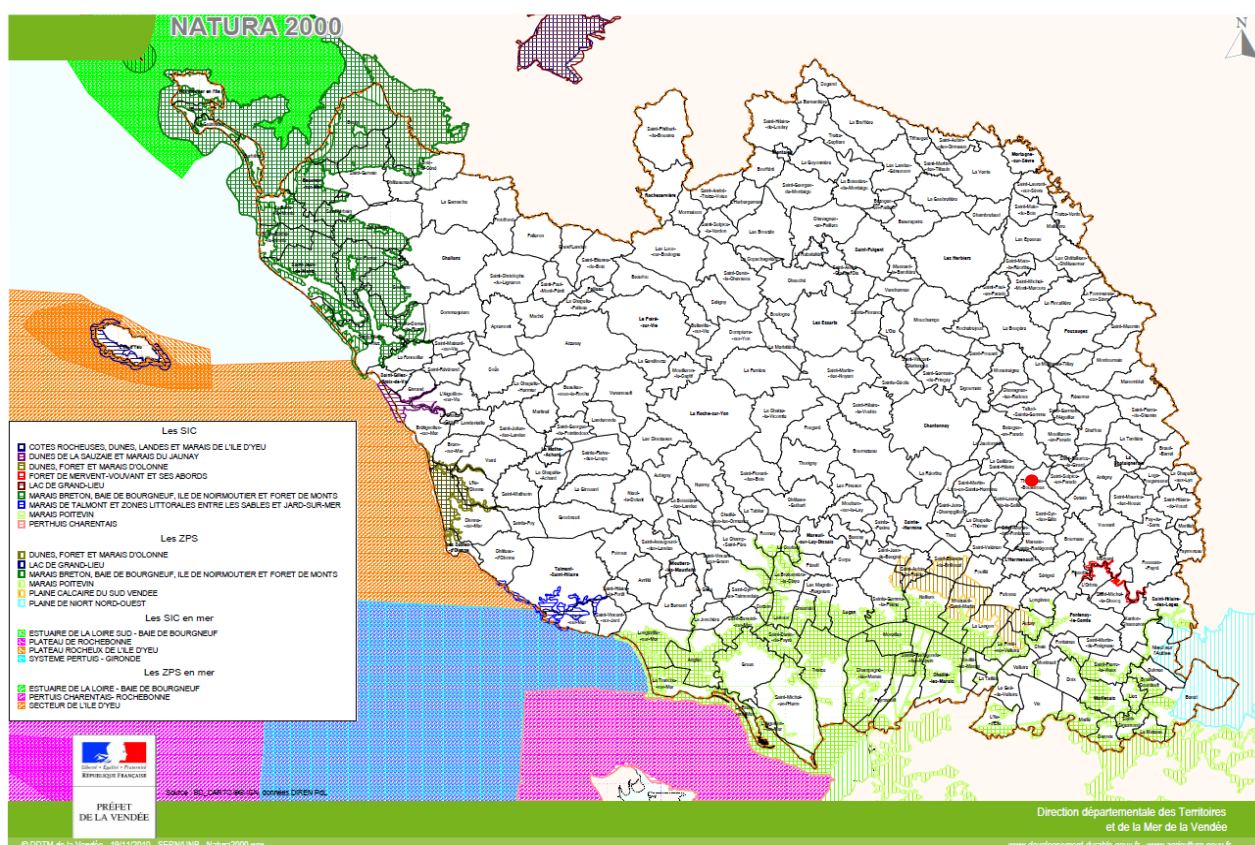
Le projet se trouve à quelques mètres d'une ZNIEFF mais ne l'impactera pas.

ZNIEFF DE TYPE 2

Identifiant : **520616277**

Nom : **COTEAUX CALCAIRES À L'EST DE CHANTONNAY**

3.3.2 Natura 2000



Le projet se situe à plus de 25km de la zone Natura 2000 la plus proche. **FR 5400446 Marais Poitevin**

Caractéristiques du site :

Vaste complexe littoral et sublittoral sur alluvions fluvio-marines quaternaires et tourbes s'étendant sur 2 régions administratives et 3 départements. Ensemble autrefois continu mais aujourd'hui morcelé par l'extension de l'agriculture intensive en 3 secteurs et compartiments écologiques principaux :

- une façade littorale centrée autour des vasières tidales et prés salés de la Baie de l'Aiguillon, remplacées vers le nord par des flèches sableuses (Pointe d'Arcay) ou des cordons dunaires (Pointe de l'Aiguillon) et au sud par les falaises calcaires ;
- une zone centrale, caractérisée par ses surfaces importantes de prairies naturelles humides saumâtres à oligo-saumâtres, inondables ("marais mouillés") ou non ("marais desséchés") parcourues par un important réseau hydraulique ;
- une zone "interne" (la "Venise verte") sous l'influence exclusive de l'eau douce et rassemblant divers milieux dulcicoles continentaux : forêt alluviale et bocage à Aulne et Frêne, fossés à eaux dormantes, bras morts, plus localement, bas-marais et tourbières alcalines.

Des affleurements calcaires existent également en périphérie du site et sous forme "d'îles" au milieu des marais. Malgré les hiatus spatiaux séparant désormais ces 3 secteurs, ceux-ci restent liés sur le plan fonctionnel, plus ou moins étroitement selon les groupes systématiques concernés (Ex: liaisons entre les vasières littorales servant de zones de repos et les prairies saumâtres utilisées comme zones de gagnage)

Se rajoutent les vallées des cours d'eau alimentant le marais : vallées du Lay, de la Vendée, de l'Autize, de la Guirande, de la Courance, du Mignon et du Curé.

Nota : les vallées de la Guirande, de la Courance et du Mignon ont été rajoutées lors de l'extension du site en décembre 2003.

Vulnérabilité :

Le Marais Poitevin est soumis depuis les trois dernières décennies à des facteurs négatifs ayant entraîné des altérations majeures de son fonctionnement et un appauvrissement de sa valeur biologique :

- mutation des pratiques agricoles : transformation des prairies naturelles humides en cultures céréalières intensives (plus de 50% des prairies reconverties entre 1970 et 1990) ;
- modifications du régime hydraulique : remodelage des réseaux et multiplication des ouvrages hydrauliques visant à accélérer le drainage des parcelles pour libérer toujours plus de surfaces cultivables, baisse générale du niveau des nappes, artificialisation du fonctionnement hydraulique, altération de la qualité des eaux (intrants d'origine agricole favorisant l'eutrophisation des eaux) etc ;
- multiplication des infrastructures linéaires (routes, transports d'énergie) et du bâti entraînant une fragmentation des espaces naturels qui nuit à leur fonctionnalité etc .

Qualité et importance :

Une des zones humides majeures de la façade atlantique française satisfaisant à plusieurs critères définis par la convention de RAMSAR relative aux zones humides d'importance internationale (R3A : présence simultanée de plus de 20000 oiseaux d'eau ; R3C : plus de 1% de la population de plusieurs espèces en périodes de reproduction, migration ou hivernage) :

- premier site français pour la migration prénuptiale de la Barge à queue noire et du Courlis corlieu ;
- site d'importance internationale pour l'hivernage des Anatidés et des limicoles (l'un des principaux sites en France pour le Tardorne de Belon et l'Avocette élégante) ;
- site important en France pour la nidification des Ardéidés, de la Guifette noire (10% de la population française), de la Gorgebleue à miroir blanc de Nantes (*Luscinia svecica namnetum*), du Vanneau huppé et de la Barge à queue noire (15-20%) ;
- site important pour la migration de la Spatule blanche

3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire



Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleu sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espèces contigus

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau...)

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets...)

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

Le projet ne s'inscrit pas dans aucun corridor écologique.

La création ne fera pas obstacle à la continuité des corridors et cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors.

Le projet se superpose à aucun corridor écologique.

3.4 Les zones humide



Le projet veillera à ne pas impacter de zone humide.

3.5 Environnement proche

3.5.1 Périmètre eau potable :

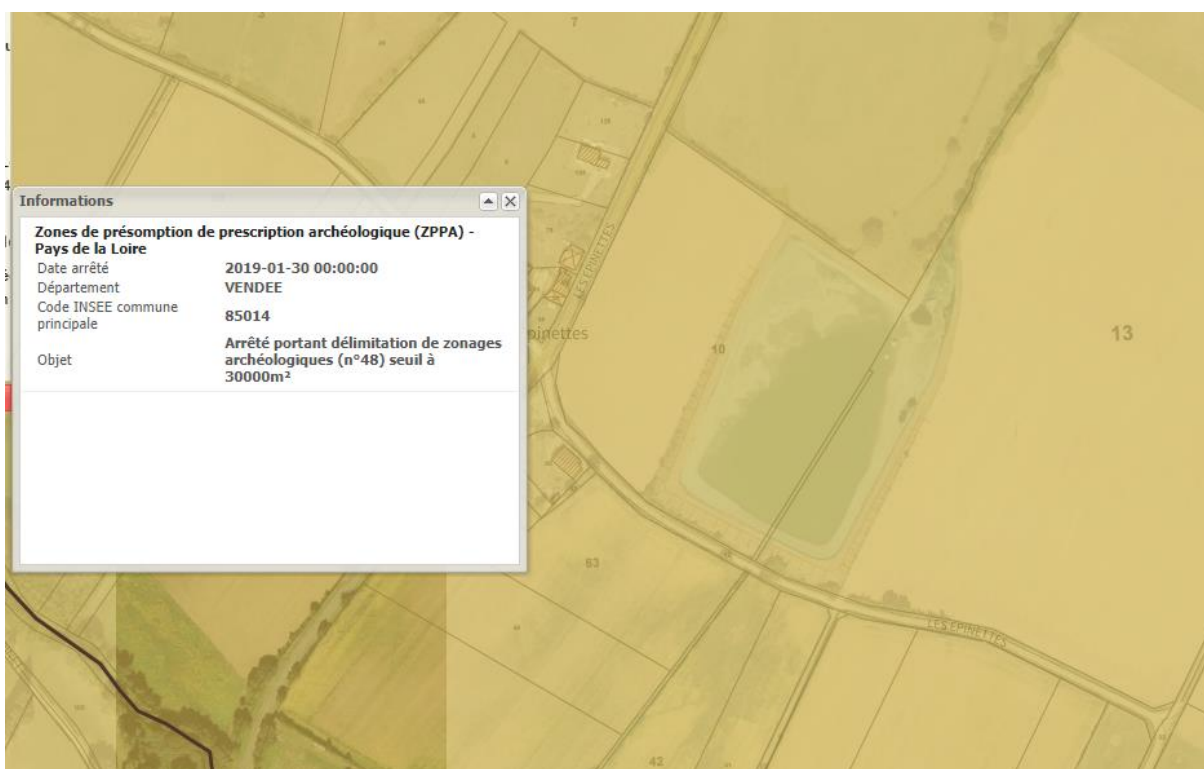
Le projet ne se superpose pas au périmètre pas au périmètre d'AEP le plus proche, le barrage de Rochereau se situe à plus de 2.5 km du projet.

3.6 Servitudes

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

Catégorie	Classe	Positionnement	◆ Société, Agence	◆ CP	◆ Commune	◆ Tél. Urgence	◆ Fax. Urgence	◆ Tel. Endom.
S	GAZ	—	GRDF - Direction Réseaux Centre-Ouest CHEZ PROTYS P0475	27091	EVREUX CEDEX 9	0810300360		0247857444
NS	EAU	—	SUEZ EAU FRANCE P0272 CHEZ PROTYS	27091	EVREUX CEDEX 9	0977401116		0977401115

3.7 Zones de présomption archéologique.



Selon l'atlas des patrimoines, le site en ZPPA supérieur à 30 000m². Le projet présentera une emprise inférieure 3 ha. La DRAC sera consultée au titre de l'archéologie préventive.

4 Le SDAGE et le SAGE

Le projet sera compatible aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

Enfin, le projet tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines 1B

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1D

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maitriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9A

Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9B

Règlement du SAGE du Lay :

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

5. Conclusion

Le projet d'agrandissement de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Aux vues des premiers éléments, le projet semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires permettant sa mise en œuvre.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques.